

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 26 JANVIER 2011

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 25 sous la présidence de Mme Maggie De Block.

01 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les régimes de congé" (n° 1130)

01.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Les divers régimes de congé ont connu un succès croissant au cours des dernières années. Les coûts ont augmenté de 20 % en deux ans pour atteindre 1,2 milliard d'euros et les prévisions font état d'une augmentation jusqu'à 1,7 milliard d'ici 2012. Le budget alloué au crédit-temps a quadruplé en dix ans. Tous ces congés causent des difficultés aux entreprises. Ce système punit le travail plutôt que de le récompenser.

Le prolongement du congé de deuil de trois à dix jours est à nouveau évoqué. La ministre appuie-t-elle cette idée? Ce point a-t-il déjà été débattu au sein du gouvernement? Quelle en serait l'incidence budgétaire? Quelle est la position de la ministre face à la proposition du patronat de reconsidérer les régimes de congé? L'intégration du crédit-temps et des congés thématiques au sein d'un système général basé sur un nombre fixe de jours libres constituerait-elle une solution?

01.02 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): Le petit chômage, dont fait partie le congé de deuil, est régi par l'arrêté royal du 28 août 1963. J'estime personnellement qu'une extension du congé de deuil à dix jours est souhaitable. Les sept jours supplémentaires seraient à charge de l'ONEm. Le coût de cette mesure est limité et s'élève à un maximum de 6,9 millions d'euros si chaque travailleur bénéficie de ces sept jours. Cette question n'a pas encore été évoquée au sein du gouvernement étant donné la période d'affaires courantes. J'ai cependant déjà sollicité l'avis des partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux ont entamé à ma demande un réexamen des régimes de congés. La commission des Affaires sociales du Sénat était déjà parvenue à un consensus à ce sujet au cours de la législature précédente. Je suis favorable à un compte épargne-temps incluant tous les congés existants. Ceci est d'ailleurs prévu dans l'accord de gouvernement.

Nous n'avons pu réaliser la réforme parce que la concertation avec les partenaires sociaux a pris beaucoup de temps.

01.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Nous œuvrons en faveur du regroupement des régimes de congé sous la forme d'un compte épargne-temps.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail intérimaire dans le secteur de la navigation intérieure" (n° 1183)
- Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,

chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'admission de travailleurs intérimaires dans le secteur de la navigation intérieure" (n° 2313)

02.01 Karolien Grosemans (N-VA): Le métier de matelot dans la batellerie est une profession en pénurie et les chefs d'entreprise trouvent difficilement du personnel qualifié, d'autant plus que le travail intérimaire est interdit dans ce secteur. Pour sortir de la crise, les entreprises ont cependant plus que jamais besoin de flexibilité et le secteur emploie de nombreux travailleurs peu qualifiés.

Le maintien de l'interdiction du travail intérimaire dans le secteur de la batellerie est-il toujours justifié?

02.02 Maggie De Block (Open Vld): Il existe effectivement une forte demande de main-d'œuvre dans le secteur de la batellerie et ce secteur peut contribuer à résoudre les problèmes de mobilité du transport routier. L'autorisation du travail intérimaire offrirait des opportunités aux travailleurs jeunes, peu qualifiés, mais également à des travailleurs plus âgés et assurerait aux employeurs une plus grande flexibilité sur le lieu de travail.

La ministre prendra-t-elle une initiative à court terme pour supprimer cette interdiction du travail intérimaire? Où en est la concertation sociale en ce qui concerne la modernisation de la législation en matière de travail intérimaire?

Président: Yvan Mayeur.

02.03 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): La loi confère au Roi la compétence, toujours sur la proposition de la commission paritaire compétente, d'interdire l'emploi des intérimaires dans les catégories professionnelles de travailleurs et les branches d'activité qu'il définit. Sur la proposition de la commission paritaire concernée, cette interdiction a été imposée par arrêté royal du 13 décembre 1999 pour le secteur de la navigation intérieure en vue de sauvegarder la sécurité des personnes et des marchandises à bord des bâtiments de navigation intérieure.

La directive européenne 2008/104 relative au travail intérimaire oblige les États membres à réévaluer, après concertation avec les partenaires sociaux, tous les motifs d'interdiction et les restrictions inhérents au travail intérimaire pour le 5 décembre 2011. Le CNT s'est attelé à la tâche. L'interdiction de faire appel à un intérimaire dans la batellerie ne peut être légalement abrogée que si je reçois une proposition en ce sens de la part de la commission paritaire du secteur. Personnellement, je suis disposée à en débattre et je demanderai par écrit à la commission paritaire de rendre un avis sur la question.

02.04 Karolien Grosemans (N-VA): Le secteur de la batellerie est conscient de l'évolution du marché du travail et des discussions ont été entamées en vue d'une levée de l'interdiction.

02.05 Maggie De Block (Open Vld): Pour ce qui est de la sécurité qui est en effet primordiale, une série de restrictions et de descriptions peuvent être intégrées, à l'exemple de ce qui existe dans le secteur de la construction. La ministre ne peut-elle pas agir de manière proactive et demander une proposition à la commission paritaire concernée, de manière à ce que le secteur sache qu'une initiative est attendue? Le secteur du travail intérimaire peut promouvoir l'emploi par ce biais.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1276 de Mme Demir est transformée en question écrite.

03 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la présentation de l'attestation patronale de non-activité par les chauffeurs de camion" (n° 1535)

03.01 Maggie De Block (Open Vld): Lors d'un contrôle portant sur les temps de conduite et de repos, les chauffeurs de poids lourds doivent produire une attestation patronale de non-activité s'ils n'ont pas conduit de véhicule durant plusieurs jours. Il s'agit d'un formulaire européen défini par la décision de la Commission européenne du 14 décembre 2009. Pour pouvoir en disposer, le chauffeur doit préalablement retirer un exemplaire original auprès de son employeur. Cependant, il est parfois difficile de se conformer à cette

exigence étant donné les longues distances qui doivent être parcourues. Selon le groupe de travail juridique de la Commission européenne, la ligne directrice n° 5 permet une autre solution. En effet, il est possible de demander une télécopie ou une copie numérique du formulaire pour autant que cette option soit autorisée par la législation nationale. L'article 20 de l'arrêté royal du 14 juillet 2005 ne concerne que l'attestation originale de l'employeur.

La ministre est-elle disposée à modifier cet arrêté royal en fonction des dispositions contenues dans la ligne directrice n° 5?

03.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal du 14 juillet 2005 relève de la compétence du ministre de l'Économie et du secrétaire d'État à la Mobilité. Les inspecteurs sociaux du Contrôle des lois sociales du SPF Emploi sont néanmoins compétents pour le contrôle de l'application de l'arrêté royal.

Si au cours des jours précédents un chauffeur de poids lourd n'a pas travaillé pour cause de maladie ou de congé, le tachygraphe ne peut enregistrer ses données. C'est la raison pour laquelle le règlement prévoit la délivrance d'une attestation par l'employeur qui confirme l'absence pour ces journées. Les services de contrôle doivent disposer de ce document pour pouvoir effectuer le contrôle des temps de conduite et de repos quotidiens et hebdomadaires. L'attention doit très certainement se concentrer sur les abus, la fraude et les fausses déclarations pour garantir la sécurité routière et lutter contre la concurrence déloyale et la fraude sociale. Mon inspection ne voit pas l'intérêt pour l'instant de modifier la réglementation. Je demanderai toutefois à l'inspecteur, comme je l'ai déjà fait précédemment, de réexaminer cette question.

03.03 Maggie De Block (Open Vld): Si le reste de l'Europe parvient à le faire, pourquoi la Belgique ne réussirait-elle pas moyennant les mêmes mesures de précaution?

Nous n'avons pas le droit à l'erreur, car ce secteur éprouve déjà de grandes difficultés à concurrencer les entreprises d'autres pays.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les contrats journaliers dans le secteur intérimaire" (n° 1536)

04.01 Maggie De Block (Open Vld): À la fin de l'an passé, la CSC est descendue dans la rue pour protester contre les contrats journaliers dans le secteur intérimaire. Toutes sortes d'abus ont été évoqués quant à la gestion de ces contrats. Ce problème montre une nouvelle fois que la législation belge en matière de travail intérimaire doit être modernisée d'urgence.

La ministre a-t-elle connaissance des abus commis dans le secteur du travail intérimaire concernant les contrats de travail journaliers? Est-elle disposée à chercher une solution fondée sur une proposition, amendée ou non, de Federgon? Peut-elle entamer un travail de modernisation de la législation relative au travail intérimaire?

04.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Les abus dans ce secteur sont régulièrement dénoncés par les syndicats. Selon la DG Contrôle des lois sociales, 772 enquêtes ont été menées dans des agences d'intérim en 2010. Ce travail s'est traduit par 79 avertissements, 394 régularisations salariales, la rédaction de 49 procès-verbaux et l'envoi de 30 dossiers aux services régionaux chargés de l'agrément des entreprises de travail intérimaire. L'inspection ne dispose pas encore de statistiques relatives à la durée des contrats de travail intérimaire, mais la loi permet tout à fait de conclure plusieurs contrats successifs de courte durée. Le contrat de travail intérimaire est régi par la loi de juillet 1986.

Les raisons principales pour lesquelles un tel contrat est conclu sont le remplacement d'un travailleur, un surcroît temporaire de travail et l'exécution d'un travail exceptionnel. Dans certains cas, leur recours est soumis à une procédure particulière et est limité dans le temps. Les partenaires sociaux ont déjà entamé eux-mêmes des négociations au sein du Conseil National du Travail dans le but de moderniser la législation relative au travail intérimaire. Les syndicats veulent mettre le holà au recours aux contrats journaliers dans le secteur intérimaire, revendication qui devra être harmonisée avec les exigences des employeurs. En cette

matière, le gouvernement souhaite accorder la priorité à la concertation sociale. Personnellement, j'estime toutefois que les partenaires sociaux doivent terminer d'urgence leur travail. Nous examinerons sous peu la question de savoir si les partenaires sociaux peuvent conclure un accord dans un délai de deux mois ou si nous devons consacrer un examen plus approfondi à ce dossier dans votre commission des Affaires sociales.

04.03 Maggie De Block (Open Vld): Dans un secteur florissant susceptible de constituer un tremplin vers un emploi stable pour les jeunes, ces attermoissements sont très regrettables. Du fait des restrictions légales qui pèsent sur les courtes périodes d'occupation à durée déterminée, on est parfois obligé de laisser partir du personnel qualifié, à moins de chercher une échappatoire pour maintenir en fonction la personne concernée.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1575 de Mme Demir est retirée.

05 Questions jointes de

- **Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'activation des chômeurs" (n° 1635)**

- **Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le suivi des chômeurs" (n° 1637)**

05.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): VIVES, un groupe de réflexion indépendant, a publié récemment les résultats d'une enquête sur la difficulté de pourvoir les emplois vacants. Cette enquête confirme une impression éprouvée de longue date par la NV-A: les pièges à l'emploi, combinés avec la structure des allocations de chômage, contribuent à la difficulté de pourvoir les emplois vacants. L'enquête met également en évidence que plus le chômage se prolonge, moins on attend d'efforts de la part du chômeur qui est lui-même de moins en moins enclin à en fournir pour trouver un emploi.

VIVES plaide en faveur d'un renforcement de la dégressivité des allocations et d'une limitation de ces dernières dans le temps. Le budget ainsi libéré pourrait être consacré à la majoration des premières allocations perçues et au renforcement de l'activation des chômeurs. Un tel régime serait profitable aux chômeurs eux-mêmes, à la sécurité sociale et au système économique.

Comment la ministre évalue-t-elle les conclusions de l'enquête précitée?

05.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Permettez-moi de sourire en vous entendant qualifier VIVES d'organe de réflexion indépendant. Récemment encore, *De Morgen* décrivait VIVES comme "une machine à lobbyer" de la N-VA et du Vlaams Belang.

05.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Depuis juillet 2004, l'ONEm assure un suivi des efforts fournis par les chômeurs pour trouver un emploi par le biais d'une procédure dite de suivi. Cette procédure a déjà prouvé son utilité mais un certain nombre d'aménagements devraient selon moi y être apportés.

En premier lieu, les chômeurs sont soumis à cette procédure relativement tard et les entretiens d'évaluation ne se suivent pas assez rapidement. En outre, toute une série de catégories de chômeurs, dont les plus de cinquante ans, sont dispensées de cette procédure.

Que pense la ministre de l'idée de réduire le nombre de catégories dispensées? Estime-t-elle qu'une extension phasée de cette mesure aux plus de cinquante ans serait une bonne chose? L'évaluation de ce plan, annoncée en 2004, a-t-elle été effectuée? Que pense la ministre de l'idée de soumettre plus rapidement les chômeurs à l'application de cette mesure et de l'idée d'augmenter le nombre d'entretiens d'évaluation?

05.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): L'enquête reprend la thèse bien connue selon laquelle le taux de chômage serait essentiellement lié à la durée des allocations et à leur faible dégressivité. Le fait qu'il existe sur notre territoire, lequel est doté d'une législation uniforme, des taux de chômage divergents démontre que le taux de chômage est lié à d'autres facteurs.

Moins de la moitié des chômeurs complets demandeurs d'emploi sont des chômeurs de longue durée. Ces chômeurs de longue durée représentent environ 2 % de la population belge; il ne faut donc pas exagérer la portée de l'analyse. Le taux de chômage en Belgique est par ailleurs inférieur à celui de l'UE, et est inférieur dans une plus large mesure encore à celui de la zone euro.

L'idée de partir d'une allocation plus élevée doit être examinée. Je suis en faveur de l'augmentation de certaines allocations, notamment celles versées en début de période de chômage. Nous avons d'ailleurs d'ores et déjà renforcé l'écart entre les allocations des premiers mois et celles qui sont versées ultérieurement.

Je suis également favorable à la dégressivité, mais à condition que les allocations les plus basses permettent de vivre dignement. Plonger les gens dans la misère, ce n'est pas ma conception de la sécurité sociale.

Je suis bien consciente que le suivi des chômeurs doit être amélioré. C'est la raison pour laquelle j'ai revu de fond en comble la procédure de suivi avec les Régions. L'accord a été acté lors du Conseil des ministres du 22 mars 2010. Mais en raison de la chute du gouvernement, il n'a pas encore pu produire ses effets.

Cet accord prévoit un suivi plus rapide des chômeurs, les plus de cinquante ans sont catégorisés et une procédure spécifique sera également mise en place pour les chômeurs ayant besoin d'un accompagnement plus étroit.

Les catégories de chômeurs exemptés de la procédure de suivi le sont à mon avis à juste titre. En 2004, l'âge jusqu'auquel on est soumis à un contrôle de disponibilité a été porté à 52 ans. L'obligation d'être inscrit comme demandeur d'emploi a été renforcée: il faut à présent être âgé de 58 ans ou 50 ans avec 38 années de carrière professionnelle pour pouvoir être exempté. Chaque Région peut mener des actions utiles en faveur des chômeurs âgés et peut toujours signaler un éventuel manque de coopération à l'ONEm.

Nous devons encore aller plus loin et renforcer l'activation et l'accompagnement. Il faut réformer le système d'allocations et lutter contre les pièges à l'emploi.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les titres-services" (n° 1636)

06.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Le système des titres-services rencontre un succès important en Flandre mais pas vraiment en Wallonie. Curieusement, on évoque souvent le manque de travailleurs qualifiés pour expliquer cette situation alors que, justement, le système est accessible au plus grand nombre. En Flandre, il semble que les titres-services constituent aussi un instrument efficace pour activer les chômeurs de longue durée; c'est nettement moins le cas en Wallonie.

Comment la ministre explique-t-elle les importantes différences entre les deux Régions? Une modification du système lui paraît-elle souhaitable?

06.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Il convient de relativiser fortement l'affirmation selon laquelle la Wallonie serait sous-représentée dans le système des titres-services. La part de la population en Wallonie est de 31,9 %, celle des utilisateurs est de 30,6 % et celle des travailleurs environ 29 %. En Flandre, ces chiffres sont respectivement de 58,4 %, 61 % et 60 %. Pour Bruxelles, il s'agit respectivement de 9,7 %, 8,1 % et 11,8 %.

Dans les trois Régions, le pourcentage des travailleurs correspond grosso modo au pourcentage de la Région en ce qui concerne les utilisateurs et la population. Je ne pense pas qu'une pénurie de candidats motivés puisse expliquer les différences minimes. Dans le contexte actuel d'économies et de gouvernement en affaires courantes, je ne peux prendre aucune nouvelle mesure pour stimuler la croissance du système.

Les dernières tendances font apparaître un accroissement progressif de la demande de titres-services en

Wallonie et à Bruxelles.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le régime ALE" (n° 1638)

07.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): L'objectif du système ALE est la réintégration des chômeurs de longue durée sur le marché de l'emploi, mais en réalité il s'agit d'un piège à l'emploi. La transition vers le marché régulier de l'emploi est pour ainsi dire inexistante.

Quelle est la plus-value offerte par le système ALE par rapport au régime des titres-services? La ministre reconnaît-elle que le système ALE rend les chômeurs dépendants des allocations? L'intégration des ALE dans le régime des titres-services pourrait-elle résoudre le problème?

07.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Le système ALE demeure important parce qu'il propose des services, tels que les travaux de jardinage ou la surveillance scolaire, qui ne peuvent être effectués par le biais du régime des titres-services. Il offre la possibilité aux travailleurs à l'intégration sociale et constitue un lien efficace avec les services centraux ou subrégionaux de l'ONEm.

Le régime des titres-services présente effectivement l'avantage que l'on utilise de vrais contrats de travail. Le système ALE demeure toutefois important pour les personnes qui éprouvent le plus de difficultés à accéder au marché de travail.

Il est faux de prétendre que le régime des ALE enliserait les chômeurs dans leur situation. Le revenu mensuel d'un travailleur employé sous le régime des ALE ne peut dépasser les 184,5 euros. Cela ne me semble pas constituer un encouragement à rester longtemps au chômage. Même si une allocation de chômage complète son revenu, un travailleur ALE est à cent lieues d'un revenu confortable.

Il ne faut pas exclure l'idée d'intégrer progressivement les ALE dans le régime des titres-services. Il convient dans ce cas de réserver une place aux travailleurs les plus vulnérables, de garantir aux utilisateurs de pouvoir bénéficier de services identiques, de ne pas léser les finances publiques et d'assurer une guidance au groupe-cible vulnérable à l'échelon régional.

Il est déjà interdit d'inscrire de nouveaux utilisateurs pour des services d'aide ménagère dans le régime des ALE et depuis juillet 2009, ces activités ne peuvent plus être accomplies par des travailleurs ALE de moins de 50 ans. De nombreux travailleurs sont donc déjà dans le régime des titres-services.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les chômeurs âgés" (n° 1641)

08.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Selon des chiffres récents, 220 000 clients sur 1,3 million de l'ONEm sont "parqués" à l'ONEm dans l'attente de leur pension. Il s'agit de prépensionnés et de chômeurs âgés dispensés de pointage. Ils peuvent encore parfaitement contribuer au marché du travail mais ne doivent plus être disponibles.

Que pense la ministre du démantèlement progressif du système de la prépension et d'autres systèmes de retraite anticipée? Considère-t-elle que la réglementation actuelle concernant l'exigence de disponibilité sur le marché du travail est suffisante? Que pense-t-elle d'un suivi plus strict des chômeurs, quel que soit leur âge? Les personnes de plus de 50 ans encore aptes au travail ne doivent-elles pas rester sur le marché du travail au lieu d'être mises au repos en attendant leur pension?

08.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Au cours des dernières années, nous avons durci les conditions d'accès à la prépension et veillé à ce que les prépensionnés soient à nouveau incités à travailler.

Les conditions d'âge et d'ancienneté ainsi que les cotisations personnelles et patronales ont été revues à la hausse. Les prépensionnés restent aujourd'hui inscrits comme demandeurs d'emploi jusqu'à l'âge de 58 ans. Par ailleurs, depuis 2009, tous les travailleurs, donc également les prépensionnés, ont l'obligation de suivre un programme individuel d'outplacement d'au moins six mois en cas de restructuration, dans le cadre de la cellule pour l'emploi.

Il faut se défaire de certains clichés en matière de prépension. Le nombre de jeunes prépensionnés entre 50 et 54 ans est très faible.

Ces dernières années, leur nombre a même diminué, tant en chiffres absolus que par rapport au nombre total des prépensionnés. Un autre fait marquant est la baisse du nombre de prépensionnés masculins. Si le nombre de prépensionnés a augmenté ces dernières années, c'est que davantage de femmes optent pour la prépension à la suite du relèvement de l'âge légal de la retraite des femmes.

L'actuel régime de prépension sera certainement évalué en 2011. Des modifications pourront éventuellement y être ensuite apportées.

Le Pacte de solidarité entre les générations a pour objectif d'augmenter le taux d'activité des travailleurs âgés et je souscris entièrement à cet objectif. Toutefois, la réalisation de cet objectif requiert un gouvernement de plein exercice.

L'incident est clos.

09 **Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les recommandations du FMI" (n° 1659)**

09.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Dans un rapport récent, le FMI formule la recommandation générale d'une croissance économique structurellement plus élevée. En ce qui concerne la Belgique, il recommande la limitation du montant et de la durée des allocations de chômage et l'augmentation de l'âge réel de la pension en mettant un terme à la retraite anticipée et en activant les chômeurs âgés. Le taux d'emploi des femmes, des jeunes et des personnes âgées reste également problématique.

Que pense la ministre de ce rapport? Est-elle optimiste en ce qui concerne l'évolution du chômage en Belgique?

09.02 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): Le rapport du FMI est plutôt positif en ce qui concerne la situation en Belgique et les mesures prises par le gouvernement. Des réformes doivent en effet être menées. Le rapport confirme toutefois que nos résultats économiques dépassent la moyenne européenne. L'emploi a légèrement augmenté en 2010 et la dette publique n'a pas augmenté autant que ce qu'indiquaient les prévisions. Je considère donc le rapport du FMI comme un encouragement.

Les recommandations du FMI relatives au relèvement du taux d'emploi ne sont pas neuves. Un meilleur accompagnement des chômeurs est une priorité du gouvernement sortant.

Un taux de chômage de 8,54 % n'a rien de vraiment réjouissant. Ceci dit, 66 000 emplois ont été créés en 2010. Selon les derniers chiffres de l'ONEm, le nombre de chômeurs complets indemnisés est inférieur à celui enregistré entre 2004 et 2007. Et il n'y avait pas de crise pendant cette période. Conformément aux dernières prévisions du Bureau du Plan, cette tendance positive devrait se poursuivre en 2011.

La Belgique peut également s'enorgueillir de la hausse la plus faible du taux de chômage en temps de crise, comparé aux autres pays de l'UE. Une étude de l'Organisation internationale du Travail décerne même à la Belgique la palme européenne de la création d'emplois pendant la crise de 2009-2010. En un an, plus de 50 000 personnes ont trouvé un emploi, dont quelque 35 000 jeunes.

L'incident est clos.

09.03 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): Mme Van Eetvelde accepte-t-elle que je lui réponde par

écrit à ses questions n^{os} 1673, 1722, 1818 et 1861?

09.04 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): D'accord.

10 **Question de Mme Veerle Wouters à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les allocations de chômage des travailleurs frontaliers" (n° 1663)**

10.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Un nouveau règlement européen relatif à la coordination des régimes de sécurité sociale est entré en vigueur le 1^{er} mai 2010. Depuis l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, le flou entoure la question de savoir si l'arrêt *Miethe* est toujours d'application. En vertu de cet arrêt, un travailleur frontalier habitant en Belgique et travaillant aux Pays-Bas pouvait bénéficier d'allocations de chômage dans le pays de travail. Selon les Pays-Bas, un ressortissant néerlandais habitant à l'étranger n'a plus droit aux allocations néerlandaises. La Commission européenne estime pour sa part que l'arrêt *Miethe* est toujours d'actualité et il appartient aux autorités nationales d'apprécier chaque cas séparément.

Quelle est la position de la Belgique? Une concertation a-t-elle déjà eu lieu à ce sujet avec les Pays-Bas? Les travailleurs frontaliers ne bénéficiant pas d'allocations aux Pays-Bas bénéficient-ils automatiquement d'allocations en Belgique? Quelles dépenses supplémentaires cela représente-t-il le cas échéant pour la sécurité sociale belge? Si la Cour européenne de justice estime que les Pays-Bas doivent verser des allocations à des travailleurs frontaliers résidant en Belgique, pourrions-nous alors récupérer auprès des Pays-Bas les allocations versées? Quelle est la position en la matière des autres pays voisins?

10.02 **Joëlle Milquet**, ministre (*en néerlandais*): L'ONEm n'applique plus l'arrêt *Miethe*. Les travailleurs frontaliers au chômage qui habitent la Belgique doivent y faire valoir leur droits. Notre position est déterminée par la possibilité accordée au chômeur transfrontalier par le nouveau règlement de se mettre à la disposition des services de l'emploi et de chercher du travail dans les deux pays. Nous nous concertons avec les Pays-bas à ce sujet, mais nos points de vue sont identiques.

Le nombre de personnes concernées est limité – une dizaine seulement – et l'incidence budgétaire est négligeable. L'octroi à titre rétroactif d'allocations par les Pays-Bas peut effectivement entraîner une demande de remboursement des allocations versées par la Belgique.

L'arrêt *Miethe* n'était que rarement appliqué autrefois dans les autres pays voisins. Ceux-ci appliquent la règle de l'État de résidence.

10.03 **Veerle Wouters** (N-VA): La Belgique et les Pays-Bas dérogent-ils dès lors à une décision de la Commission européenne? Cette attitude prouve une fois de plus que toute législation est susceptible d'être interprétée.

L'incident est clos.

11 **Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les secteurs qui, en raison du manque d'efforts en matière de formation, sont redevables de la cotisation prévue à l'article 30 du Pacte de solidarité entre les générations" (n° 1803)**

11.01 **Meryame Kitir** (sp.a): Le Pacte de solidarité entre les générations de 2005 dispose que les secteurs doivent conclure une CCT lorsque les efforts en matière de formation pour l'ensemble de l'économie sont inférieurs à 1,9 % de la masse salariale. Cette CCT doit instaurer l'obligation d'offrir une formation accrue.

Si ce n'est pas le cas, un employeur du secteur concerné doit verser une cotisation sociale de 0,05 % au Fonds du congé-éducation payé. Selon un arrêté royal, cette cotisation doit être perçue à partir de 2011. Le CNT et le Conseil central de l'économie (CCE) doivent d'abord remettre un avis sur la liste des secteurs qui doivent payer cette cotisation.

Quels secteurs devront payer une telle cotisation en 2011 et quel en sera le montant? Où en est actuellement l'arrêté ministériel concerné?

11.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Le 12 juin 2010, le directeur de la DG Relations collectives de travail du SPF ETCS a remis pour avis au CNT et au CCE les listes des secteurs dont les efforts en matière de formation sont insuffisants. Ces listes ont trait aux efforts de formation fournis en 2008 et 2009. Sur certaines listes figurent les secteurs qui ont élaboré une CCT conformément aux prescriptions de l'arrêté royal, tandis que d'autres listes reprennent les secteurs qui se sont dotés d'une CCT dont la conformité est sujette à interprétation. Le CNT et le CCE en discutent en ce moment, en préparation de l'avis qu'ils doivent rendre à ce sujet.

Les partenaires sociaux doivent cependant encore donner leur assentiment à la norme de 1,9 %. Aucune cotisation ne sera due si les partenaires sociaux jugent, sur la base du rapport du CCE, que cette norme a été atteinte.

Le CNT et le CCE ont fait savoir le 29 décembre 2010 qu'ils débattaient encore de cette question dans le cadre de l'AIP. Dans l'intervalle, toutes les données ont été collectées en vue de rendre un avis dans les meilleurs délais. Les partenaires sociaux ont annoncé qu'ils feraient connaître leur décision la semaine prochaine.

11.03 Meryame Kitir (sp.a): La liste devait être publiée le 15 janvier 2011 au plus tard. Risque-t-on de ne pas pouvoir percevoir les montants dus si les délais légaux ne sont pas respectés?

11.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Je mettrai tout en œuvre pour que les dispositions contenues dans l'arrêté royal soient respectées. Nous pourrions peut-être invoquer la force majeure. Nous trouverons en tout état de cause une solution. Le retard n'était pas dû à la ministre. Un accord n'a pu être conclu qu'à l'issue des négociations relatives à l'AIP.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les discussions en cours concernant la modernisation du droit du travail" (n° 1804)

12.01 Meryame Kitir (sp.a): Selon un communiqué de presse de la ministre datant de décembre 2010, différentes discussions sont en cours pour moderniser le droit du travail. Quels forums s'intéressent à la problématique et quels sont les thèmes abordés?

12.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Lors de la conférence de presse en question, j'ai énuméré les différents défis en matière d'emploi et de politique de l'emploi à la lumière des objectifs de la stratégie UE 2020. Une attention particulière doit notamment être accordée au droit du travail. Certaines dispositions doivent être adaptées et modernisées. Il s'agit de l'harmonisation du statut d'ouvrier et d'employé et de ses conséquences, tant en matière de droit du travail individuel que de relations collectives.

Le travail intérimaire est à l'examen depuis quelques mois au sein du Conseil National du Travail (CNT). J'espère que la discussion avancera très rapidement. Le travail étudiant est examiné tant au sein du CNT qu'au sein du comité de gestion de l'ONSS. Nous avons formulé une proposition de qualité mais à la suite de la chute du gouvernement, nous n'avons pu progresser. Lors d'une conférence dans le cadre des travaux de la présidence belge, la gestion et l'anticipation des restructurations ont été analysées en détail.

Flexicurity et l'harmonisation des congés pourraient être examinés en commission.

12.03 Meryame Kitir (sp.a): La discussion de certains de ces sujets, tels que le travail des étudiants, battait effectivement son plein avant la chute du gouvernement. Les discussions en commission sur le travail intérimaire ont été en partie interrompues par le courrier ou l'appel téléphonique de Federgon, mais j'insiste pour que le Parlement achève son travail préparatoire, dans l'espoir qu'un gouvernement sera bientôt mis en place.

L'incident est clos.

13 Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'utilisation du plan d'embauche win-win" (n° 2190)

13.01 Hans Bonte (sp.a): Cette question était initialement une question écrite qui a été transformée en question orale parce qu'il n'y avait pas été répondu.

Quel est l'état d'avancement du plan d'embauche win-win? N'est-il pas assez sélectif à l'égard du groupe de demandeurs d'emploi qui ont le plus besoin de soutien? N'a-t-il pas engendré des problèmes budgétaires? Combien de cartes Activa ont été délivrées aux travailleurs peu qualifiés, moyennement qualifiés et de plus de 50 ans?

13.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Le 1^{er} janvier 2011, 98 574 cartes Activa ont été délivrées à des jeunes de moins de 26 ans sans diplôme de l'enseignement secondaire. Un total de 39 415 cartes ont été attribuées à des jeunes, uniquement titulaires d'un diplôme secondaire; 74 797 cartes l'ont été à des moins de 50 ans au chômage depuis plus d'un an et moins de deux ans. Quelque 130 564 cartes ont été octroyées à des chômeurs de plus de 50 ans. Au total, 343 350 cartes ont ainsi été délivrées. Dans certains cas, plusieurs cartes ont été délivrées à la même personne parce qu'elles n'étaient plus valables ou parce que la situation du détenteur avait changé.

Le 18 janvier 2011, on comptait déjà 54 952 travailleurs ayant un contrat *win-win*, dont 11 233 non diplômés de moins de 26 ans, 22 856 diplômés de moins de 26 ans, 14 016 personnes de moins de 50 ans qui sont sans emploi depuis 12 à 24 mois et 6 847 personnes de plus de 50 ans.

Il ressort d'un rapport très récent de l'Organisation internationale du Travail que notre pays est en tête du classement européen pour la création d'emplois. Pour 2011, nous prévoyons l'activation de 33 000 chômeurs par mois en moyenne.

Dans le budget de l'ONEm, les moyens affectés au plan *win-win* sont intégrés dans les actifs. Ce budget s'élevait à 253 millions d'euros en 2010. Pour 2011, il est estimé à 374 millions d'euros. Il n'est toutefois pas tenu compte, dans ce montant, des effets de retour. Le calcul est complexe, mais mon administration considère que le coût est plus ou moins neutre.

13.03 Hans Bonte (sp.a): Compte tenu de l'énorme succès du système, je me demande si le compte est bon.

13.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Nous avons noté de nombreux transferts dans le plan activa.

13.05 Hans Bonte (sp.a): À mon estime, il y a une erreur. Je me demande comment l'ONSS doit confectionner le budget.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les normes de qualité dans la législation relative aux titres-services" (n° 1692)

14.01 Karolien Grosemans (N-VA): À la différence de beaucoup d'autres législations, la législation relative aux titres-services n'est pas liée à des normes de qualité alors que toutes les entreprises de titres-services bénéficient d'un financement identique. C'est ainsi que 20 % seulement des travailleurs de ces entreprises se verraient proposer un contrat à durée indéterminée et qu'il existerait de fortes disparités entre ces entreprises sur le plan du traitement et de la formation de leurs collaborateurs.

Quelles mesures la ministre pourrait-elle prendre pour amener les entreprises de titres-services à investir davantage de temps et de moyens dans la formation de leur personnel?

14.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Je suis parfaitement consciente des disparités importantes qui existent entre les différentes catégories d'entreprises de titres-services. Cela vaut d'ailleurs, hélas, pour tous les secteurs économiques. Il est de mon devoir de veiller, en collaboration avec les services d'inspection, à ce que le prescrit légal minimal soit respecté partout.

Le contrat de travail en matière de titres-services est un contrat ordinaire qui offre toutes les garanties légales pour la protection du travailleur. Depuis septembre 2009, toute entreprise de titres-services a l'obligation de proposer un contrat de travail à durée indéterminée au travailleur qui est en service chez elle depuis quatre mois.

Ce pourcentage s'élevait à 9,1 % en 2007 et à 16 % en 2008. Le nombre de contrats à durée indéterminée est donc en augmentation, de même que le salaire journalier moyen.

En 2007, un fonds de formation titres-services a été créé afin de relever le niveau de formation des collaborateurs des entreprises de titres-services. En 2008, ce fonds disposait d'un budget de 7 millions d'euros et 18 000 travailleurs ont reçu une formation. En 2009, son champ d'application a été élargi et simultanément, un budget distinct a été réservé pour les entreprises naissantes.

Il serait certainement envisageable d'amener les employeurs à se concentrer davantage sur la qualité des conditions de travail de leurs collaborateurs, par exemple en instaurant une charte de qualité. Juste avant la chute du gouvernement, j'avais examiné une proposition allant dans ce sens avec les parties concernées. Ce qu'il faut surtout faire aujourd'hui, c'est prendre de nouvelles initiatives.

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la fraude relative aux titres-services" (n° 2024)**

- **Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le contrôle des entreprises de titres-services" (n° 2092)**

15.01 Karolien Grosemans (N-VA): Selon le secrétaire d'État Devlies, 70 entreprises de titres-services ont été prises en flagrant délit de fraude. La ministre Milquet avance pour sa part le chiffre de 7 entreprises seulement qui auraient fraudé. Quel est le chiffre correct?

La ministre est-elle favorable à un blocage temporaire des agréments pour les entreprises de titres-services?

15.02 Miranda Van Eetvelde (N-VA): La ministre plaide pour des contrôles plus sévères tout en mettant également davantage l'accent sur l'aspect préventif.

Quels critères de qualité sont pris en compte pour l'agrément des entreprises de titres-services? Les entreprises dont l'agrément a été retiré peuvent-elles le cas échéant obtenir un nouvel agrément? Comment la ministre conçoit-elle l'aspect préventif? Combien d'entreprises dont l'agrément a été retiré étaient des entreprises privées?

15.03 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Septante entreprises de titres-services se sont vu retirer leur agrément mais seulement 7 d'entre elles ont commis des infractions à la réglementation relative aux titres-services. Voilà ce que j'entends par fraude. Leur agrément leur a été immédiatement retiré. Par ailleurs, 53 entreprises ont perdu leur agrément en raison de dettes auprès de l'ONSS et 10 en raison de dettes auprès de l'ONem.

Je ne suis pas partisane d'un blocage des agréments: 7 entreprises frauduleuses sur 2 600 ne suffisent pas à justifier ce type de mesure. La demande d'agrément est examinée sur la base des critères de qualité définis par la loi du 20 juillet 2001. Une entreprise qui perd son agrément pour fraude ne peut introduire de nouvelle demande d'agrément pendant trois ans.

Les contrôles sont devenus plus sévères et plus complets car ils sont organisés depuis 2010 par l'ensemble des services d'inspection sociale et plus uniquement par le contrôleur de l'ONEm. Grâce aux bases de données, ils disposent également de plus d'informations et peuvent rapidement identifier les entreprises où les paiements augmentent, alors que le nombre de travailleurs n'évolue pas.

Le volet préventif comporte 4 contrôles systématiques.

Les 7 entreprises victimes du retrait de leur agrément pour fraude sont toutes des entreprises privées, tout comme les 63 entreprises qui ont perdu leur agrément en raison de dettes auprès de l'ONEm ou de l'ONSS, à l'exception d'une ASBL qui avait été créée par un CPAS. J'ignore si un particulier peut obtenir un agrément; la personnalité juridique est peut-être requise.

Je suis favorable à un renforcement des conditions. J'ai déjà préparé une série de propositions en la matière, mais elles ne peuvent malheureusement pas aboutir pour l'instant.

15.04 Karolien Grosemans (N-VA): Cette fraude est donc moins récurrente du fait des mesures de prévention prises par la ministre et non à cause du plan d'action pour la lutte contre la fraude du secrétaire d'État Devlies?

15.05 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): C'est exact.

L'incident est clos.

16 Question de Mme Karin Temmerman à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'afflux de nouveaux citoyens de l'UE vers certaines villes" (n° 2100)

16.01 Karin Temmerman (sp.a): Certaines villes comme Gand voient déferler de véritables flux migratoires. L'endurance de la communauté locale est mise à rude épreuve dans bien des domaines. Les personnes concernées se retrouvent très souvent impliquées dans des réseaux véreux, tant sur le marché du travail que celui du logement.

Les sociétés-écrans font-elles l'objet de contrôles? Ces contrôles seront-ils intensifiés? Si des mesures sont prises, le sont-elles en concertation avec les autorités locales? Y a-t-il des pourparlers avec les autorités locales concernant la problématique particulière de l'exploitation et des sociétés-écrans?

16.02 Joëlle Milquet, ministre (en néerlandais): Le secrétaire d'État Wathélet a déjà répondu à toute une série de questions à ce sujet en commission de l'Intérieur, notamment en ce qui concerne le droit des étrangers.

En vertu de l'article 42bis, il peut être mis un terme au droit de séjour d'un ressortissant de l'UE s'il représente une charge déraisonnable pour le régime de sécurité sociale. La difficulté pour l'Office des Étrangers est de pouvoir apprécier exactement cette charge. Il conviendrait d'élargir l'accès à la Banque-carrefour de la sécurité sociale. Le projet existe mais nous attendons un avis de la Commission pour la protection de la vie privée.

Lorsque les communes doutent de l'authenticité d'un document, comme la déclaration d'un employeur, l'OE doit répondre dans un délai de cinq mois.

La définition de l'exploitation économique dans le droit pénal ne s'applique pas au problème de la société-écran et donc de la délivrance d'une fausse attestation de travail.

Le service de contrôle des lois sociales a mis en place en 2004 un réseau interne d'inspecteurs sociaux chargés de contrôler l'emploi illégal et le détachement de travailleurs d'entreprises étrangères en Belgique.

Dans la lutte contre la traite des êtres humains – et l'exploitation économique en est une forme – ce service d'inspection collabore activement à une approche multidisciplinaire menée avec la Justice, les services de police et l'Office des Étrangers. Dans chaque arrondissement judiciaire, une concertation a régulièrement lieu entre l'inspection de police, l'auditeur du travail et le procureur du Roi. Les responsables de la ville de Gand pourraient donc prendre contact avec le procureur du Roi de Gand compétent pour la traite des êtres humains, de sorte que ce problème puisse être examiné lors de cette concertation entre les services.

Mon service d'inspection a également conclu des accords de collaboration avec les services d'inspection de différents autres États membres de l'Union européenne pour faciliter l'indispensable échange d'informations. Le SPF Emploi conclut également des accords de partenariat avec différents secteurs. Une demande de l'OR.C.A et du CIRE a été formulée récemment pour conclure un tel accord de partenariat avec l'Inspection du travail et l'Office des étrangers sur les droits des travailleurs ayant un statut de séjour précaire.

Le SPF Emploi signale que la direction locale de l'Inspection entretient par ailleurs régulièrement des contacts avec des CPAS locaux par exemple.

16.03 Karin Temmerman (sp.a): Votre réponse me déçoit quelque peu puisque je l'avais déjà reçue du secrétaire d'État.

Toutes les grandes villes, et pas uniquement Gand, sont confrontées à ce problème. La collaboration entre les différents services ne fonctionne vraiment pas. L'administration gantoise tente depuis des années de contacter tous les services concernés. Les contacts sont très bons avec le département de la Justice par exemple mais le problème est précisément que tous les services concernés doivent collaborer les uns avec les autres.

Il faut élaborer un programme à tous les niveaux – et je ne jette pas la pierre à un niveau en particulier – pour résoudre ce problème. Le fait que le gouvernement soit en affaires courantes ne peut pas servir d'argument pour laisser perdurer la situation. Je vise les personnes qui gagnent d'importantes sommes d'argent sur le dos des pauvres malheureux qui essaient de refaire leur vie dans notre pays.

16.04 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Je partage entièrement le point de vue de Mme Temmerman. Nous pourrions par exemple mettre en place une cellule spécifique constituée de personnes originaires des différents services, afin d'aboutir à une coopération plus pragmatique. La répartition complexe des pouvoirs et des compétences complique l'organisation d'une action efficace. Je m'entretiendrai encore avec M. Wathélet. En période d'affaires courantes, on pourrait organiser une action pratique au niveau local. Le même problème se pose du reste à Bruxelles.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 37.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door mevrouw Maggie De Block.

01 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de verlofstelsels" (nr. 1130)

01.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): De voorbije jaren werd er meer en meer gebruik gemaakt van de diverse verlofstelsels. De kosten stegen in twee jaar dan ook met 20 procent, tot 1,2 miljard euro. In 2012 wordt een stijging tot 1,7 miljard verwacht. Het budget voor tijdskrediet is op tien jaar tijd verviervoudigd. De bedrijven krijgen het moeilijk door al die verlopen. Dit systeem belooft het werken niet, maar het bestraft het.

Nu wordt er weer gesproken over de verlenging van het rouwverlof van drie naar tien dagen. Staat de minister achter dit idee? Werd het al besproken binnen de regering? Wat zijn de budgettaire gevolgen? Hoe staat de minister tegenover het voorstel van de werkgevers om de verlofstelsels te herbekijken? Is de integratie van het tijdskrediet en de thematische verlopen in een algemeen systeem met een vastgelegd aantal vrije dagen een oplossing?

01.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Het klein verlet, waaronder het rouwverlof valt, is geregeld in het KB van 28 augustus 1963. Ikzelf vind dat een uitbreiding van het rouwverlof naar tien dagen wenselijk is. De bijkomende zeven dagen zouden ten laste vallen van de RVA. De kostprijs van deze maatregel is beperkt en bedraagt maximum 6,9 miljoen euro als alle werknemers die volledige zeven dagen zouden opnemen. Deze kwestie werd nog niet besproken binnen de regering, want we zitten in een periode van lopende zaken. Ik heb wel al advies gevraagd aan de sociale partners.

Op mijn vraag zijn de sociale partners bezig met het herbekijken van de verlofstelsels. In de vorige regeerperiode heeft de Senaatscommissie Sociale Zaken hierover al een consensus bereikt. Ik ben een voorstander van een tijdspaarrekening met alle bestaande verloven. Dat staat trouwens zo in de regeerverklaring.

Wij hebben de hervorming niet kunnen realiseren, omdat het overleg met de sociale partners veel tijd in beslag nam.

01.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Wij ijveren ervoor om de verlofstelsels te bundelen in een tijdspaarrekening.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "uitzendarbeid in de binnenscheepvaart" (nr. 1183)
- mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het toelaten van uitzendkrachten in de binnenvaartsector" (nr. 2313)

02.01 **Karolien Grosemans** (N-VA): Het beroep van matroos op de binnenscheepvaart is een knelpuntberoep, waardoor bedrijfsleiders maar moeilijk geschikt personeel vinden, temeer daar uitzendarbeid in deze sector verboden is. Nochtans hebben de bedrijven nu meer dan ooit nood aan flexibiliteit om uit de crisis te geraken en worden er in de sector veel laaggeschoolden tewerkgesteld.

Zijn er nog gegronde redenen om het verbod op uitzendarbeid in de binnenscheepvaart te handhaven?

02.02 **Maggie De Block** (Open Vld): Er is inderdaad een enorme vraag naar werkrachten in de binnenscheepvaart en de sector kan mee oplossingen bieden voor het mobiliteitsprobleem in ons vrachtvervoer. Het toelaten van uitzendarbeid zou kansen creëren zowel voor jonge, laaggeschoolde werknemers, als voor oudere werknemers, en het biedt de werkgevers meer flexibiliteit op de werkvloer.

Zal de minister op korte termijn een initiatief nemen om dit verbod op uitzendarbeid op te heffen? Hoe staat het met het sociaal overleg inzake de modernisering van de uitzendwetgeving?

Voorzitter: Yvan Mayeur.

02.03 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De wet geeft de Koning de bevoegdheid om, steeds op voorstel van het bevoegd paritair comité, de tewerkstelling van uitzendkrachten te verbieden in de beroepscategorieën van werknemers en de bedrijfstakken die hij bepaalt. Op aangeven van het betrokken paritair comité werd dit verbod voor de binnenscheepvaart opgelegd in het KB van 13 december 1999, ter vrijwaring van de veiligheid van personen en goederen aan boord van binnenschepen.

De Europese richtlijn 2008/104 betreffende de uitzendbaarheid verplicht de lidstaten om tegen 5 december 2011 alle verbodsbepalingen en beperkingen inzake uitzendarbeid opnieuw te overwegen, na overleg met de sociale partners. In de NAR is men daar nu mee bezig. Een opheffing van het verbod op de inzet van een uitzendarbeider in de binnenscheepvaart kan wettelijk slechts als ik daartoe een voorstel krijg van het paritair comité van de sector. Persoonlijk sta ik open voor het debat en ik zal het paritair comité schriftelijk verzoeken om een advies ter zake.

02.04 **Karolien Grosemans** (N-VA): De sector van de binnenscheepvaart is zich bewust van de

evoluerende arbeidsmarkt en men heeft besprekingen opgestart om het verbod op te heffen.

02.05 **Maggie De Block** (Open Vld): Wat de veiligheid betreft, die uiteraard voorop staat, kan een aantal beperkingen en beschrijvingen worden ingebouwd, naar het voorbeeld van de bouwsector. En kan de minister niet proactief een voorstel vragen aan het betrokken paritair comité, zodat de sector weet dat men wacht op een initiatief? De uitzendsector kan de werkgelegenheid hierdoor bevorderen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1276 van mevrouw Demir wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

03 **Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de voorlegging van het patronaal attest van non-activiteit door vrachtwagenchauffeurs" (nr. 1535)**

03.01 **Maggie De Block** (Open Vld): Bij de controle van rij- en rusttijden moet een vrachtwagenchauffeur die een aantal dagen niet heeft gereden, het patronaal attest van non-activiteit voorleggen; dit is een Europees formulier dat vastgelegd is door het besluit van de Europese Commissie van 14 december 2009. Om over dat attest te kunnen beschikken, moet de chauffeur eerst een origineel exemplaar ophalen bij zijn werkgever. Omwille van de lange afstanden is dat soms moeilijk. Volgens de juridische werkgroep van de Europese Commissie wordt in Richtsnoer 5 voorzien in een alternatieve oplossing. Er mag een fax of een digitale kopie van het formulier aangevraagd worden, voor zover dit is toegestaan in de nationale wetgeving. In artikel 20 van het KB van 14 juli 2005 wordt echter enkel gesproken over het origineel attest van de werkgever.

Is de minister bereid om dit KB aan te passen aan Richtsnoer 5?

03.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Het KB van 14 juli 2005 is een bevoegdheid van de minister van Economie en van de staatssecretaris voor Mobiliteit. De sociale inspecteurs van de inspectie Toezicht Sociale Wetten van de FOD Werk zijn echter wel bevoegd om de toepassing van voorliggend KB te controleren.

Indien een vrachtwagenbestuurder door ziekte of verlof niet heeft gewerkt tijdens de voorbije dagen, kunnen zijn gegevens niet bijgehouden worden in de tachograaf. Daarom voorziet het reglement in een attest van de werkgever, waarin de afwezigheid voor die dagen wordt bevestigd. Dat document is voor de controlediensten nodig om de dagelijkse en wekelijkse rij- en rusttijden te kunnen controleren. Omwille van de verkeersveiligheid en de strijd tegen de deloyale concurrentie en sociale fraude, moet er zeker aandacht besteed worden aan misbruik, fraude en valse verklaringen. Momenteel ziet mijn inspectie geen heil in de aanpassing van de reglementering. Ik zal de inspecteur echter vragen – zoals ik al eerder heb gedaan heb – om deze vraag nog eens te bekijken.

03.03 **Maggie De Block** (Open Vld): Als het in de rest van Europa echter kan, waarom zou het dan in België niet kunnen onder dezelfde voorzorgsmaatregelen?

We mogen de bal niet misslaan, want het is een sector die toch al moeilijk in concurrentie kan treden.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de dagcontracten in de uitzendsector" (nr. 1536)**

04.01 **Maggie De Block** (Open Vld): Eind vorig jaar organiseerde het ACV een straatprotest tegen de dagcontracten in de uitzendsector. Er werd gewag gemaakt van allerlei misbruiken bij het beheer van die contracten. De problematiek toont andermaal aan dat de Belgische uitzendwetgeving dringend toe is aan een modernisering.

Heeft de minister weet van misbruik van dagcontracten in de uitzendsector? Is de minister bereid op zoek te

gaan naar een oplossing, op basis van een al dan niet aangepast voorstel van Federgon? Kan de minister een begin maken met de modernisering van de uitzendwetgeving?

04.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De misbruiken worden regelmatig aangeklaagd door de vakbonden. Volgens het toezicht op de sociale wetten werden er in 2010 772 onderzoeken ingesteld bij uitzendbureaus. Er werden 79 waarschuwingen gegeven, 394 loonregularisaties opgelegd, 49 processen-verbaal opgesteld en 30 dossiers doorgestuurd naar de gewestelijke diensten die bevoegd zijn voor de erkenning van de uitzendbureaus. De inspectie beschikt niet over cijfers met betrekking tot de duur van de uitzendcontracten, maar de wet laat alleszins toe om opeenvolgende kortlopende arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur af te sluiten. De arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid wordt geregeld door de wet van juli 1986.

De belangrijkste redenen voor een dergelijke overeenkomst zijn vervanging, tijdelijke vermeerdering van werk en uitzonderlijk werk. In sommige gevallen geldt een bepaalde procedure en een beperking in de tijd. De sociale partners hebben zelf al onderhandelingen opgestart in de Nationale Arbeidsraad met het oog op een modernisering van de wetgeving rond uitzendarbeid. De vakbonden willen daarbij het gebruik van dagcontracten in de uitzendsector aan banden leggen, iets wat moet worden afgestemd op de eisen van de werkgevers. De regering wenst hier voorrang te geven aan het sociaal overleg, maar ik vind wel dat de sociale partners hun werk nu dringend moeten afronden. Binnenkort zullen we bekijken of de sociale partners een akkoord kunnen sluiten binnen de twee maanden, of dat we ons binnen deze commissie nader moeten buigen over deze aangelegenheid.

04.03 **Maggie De Block** (*Open Vld*): In een florerende sector, die voor jongeren de aanzet kan vormen voor vast werk, is dit oponthoud een spijtige zaak. Er zijn wettelijke beperkingen op korte tewerkstellingsperiodes van bepaalde duur, waardoor men goede mensen soms noodgedwongen moet laten gaan, tenzij men op zoek gaat naar een achterpoortje om de betrokkene toch aan het werk te houden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1575 van mevrouw Demir wordt ingetrokken.

05 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de activering van werklozen" (nr. 1635)
- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de opvolging van werklozen" (nr. 1637)

05.01 **Miranda Van Eetvelde** (*N-VA*): Recent publiceerde VIVES, een onafhankelijke denktank, de resultaten van een onderzoek naar de beperkte invulling van openstaande vacatures. Het onderzoek bevestigt wat N-VA daar al lang van denkt: de werkloosheidsval, gecombineerd met de structuur van de werkloosheidsuitkeringen, draagt bij tot de niet-invulling van vacatures. Het onderzoek toont ook aan dat, hoe langer de werkloosheid duurt, hoe minder inspanning er verwacht wordt en hoe minder de werkloze zelf een inspanning doet om een baan te vinden.

VIVES bepleit dat de degressiviteit van de uitkeringen wordt verhoogd en dat de uitkeringen in de tijd worden beperkt. Het vrijgekomen budget kan gebruikt worden om de initiële uitkeringen te verhogen en om sterker op de activering van werklozen in te zetten. Dergelijk systeem komt de werklozen zelf, de sociale zekerheid en het economisch bestel ten goede.

Hoe beoordeelt de minister de resultaten van het onderzoek?

05.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Ik moet glimlachen als VIVES als een onafhankelijke denktank wordt voorgesteld. Recent noemde *De Morgen* VIVES nog 'een lobbymachine van N-VA en Vlaams Belang'.

05.03 **Miranda Van Eetvelde** (*N-VA*): Sinds juli 2004 volgt de RVA de inspanningen van werklozen om een job te vinden via de zogenaamde opvolgingsprocedure. Die procedure heeft haar nut al bewezen, maar ik vind dat een aantal aanpassingen nodig is.

In de eerste plaats worden werklozen nogal laat aan de procedure onderworpen en volgen de evaluatiegesprekken elkaar niet snel genoeg op. Verder worden een heleboel categorieën van werklozen van de procedure vrijgesteld, waaronder de vijftigplussers.

Hoe staat de minister tegenover de vermindering van het aantal categorieën dat wordt vrijgesteld? Ziet de minister heil in een gefaseerde uitbreiding van de maatregel voor vijftigplussers? Is de evaluatie van dat plan, aangekondigd in 2004, gebeurd? Wat vindt de minister van een snellere onderwerping van werklozen aan de maatregel en van meer evaluatiegesprekken?

05.04 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De enquête herneemt de bekende these dat de werkloosheidsgraad voornamelijk verbonden zou zijn met de duur van de uitkeringen en met de beperkte degressiviteit ervan. De uiteenlopende werkloosheidsgraad op ons grondgebied – dat een uniforme wetgeving heeft – toont aan dat de werkloosheidsgraad met andere factoren te maken heeft.

Bij de volledig werkzoekende werklozen zitten minder dan de helft langdurig werklozen. Die langdurig werklozen vormen samen ongeveer 2 procent van de Belgisch bevolking en men moet de draagwijdte van de analyse dus niet overdrijven. De Belgische werkloosheidsgraad ligt bovendien onder die van de EU en nog meer onder die van de Eurozone.

Het idee om van een hogere uitkering te vertrekken moet worden onderzocht. Ik ben er voorstander van om bepaalde uitkeringen te verhogen, met name die in het begin van de werkloosheid. Het is nu al zo dat het verschil tussen de uitkering in de eerste maanden en die daarna vergroot is.

Ik ben ook voorstander van degressiviteit, maar dan wel op voorwaarde dat ook de laagste uitkeringen een menswaardig leven mogelijk maken. Mensen in de armoede storten is niet mijn idee van sociale zekerheid.

Ik ben mij er ook goed van bewust dat de opvolging van werklozen beter moet. Daarom heb ik de opvolgingsprocedure met de Gewesten helemaal herzien. Het akkoord werd op de ministerraad van 22 maart 2010 geacteerd. Wegens de val van de regering kon het nog geen uitwerking krijgen.

In dat akkoord worden werklozen sneller opgevolgd, de vijftigplussers worden in de lijst van categorieën opgenomen en er komt ook een specifieke procedure voor werklozen die een nauwere begeleiding nodig hebben.

De categorieën werklozen die van de opvolgingsprocedure vrijgesteld zijn, zijn dat volgens mij terecht. In 2004 werd de leeftijd waarop men aan een beschikbaarheidscontrole onderworpen is, opgetrokken tot 52 jaar. De verplichting om als werkzoekende ingeschreven te zijn, werd strenger gemaakt: men moet nu 58 jaar zijn of 50 jaar met 38 jaar beroepsverleden zijn, om vrijgesteld te kunnen worden. Elk Gewest kan nuttige acties ondernemen voor de oudere werklozen en kan aan de RVA ook altijd een eventueel gebrek aan samenwerking melden.

We moeten nog verder gaan en activering en begeleiding opvoeren. We moeten het uitkeringsstelsel hervormen en de werkloosheidsval bestrijden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de dienstencheques" (nr. 1636)

06.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Het dienstenchequessysteem is een groot succes in Vlaanderen, maar niet in Wallonië. Een vaak aangehaalde reden is het tekort aan geschikte werknemers, wat vreemd is omdat het systeem juist laagdrempelig is. In Vlaanderen blijkt het stelsel van dienstencheques ook een effectief instrument om langdurig werklozen te activeren en dat lukt veel minder goed in Wallonië.

Welke oorzaken ziet de minister voor de grote verschillen tussen de beide regio's? Acht de minister een bijsturing van het stelsel wenselijk?

06.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De bewering dat Wallonië ondervertegenwoordigd zou zijn in het stelsel van de dienstencheques, moet ernstig worden gerelativeerd. De verdeling van de bevolking in Wallonië is 31,9 procent, de verdeling van de gebruikers 30,6 procent en de verdeling van de werknemers bijna 29 procent. In Vlaanderen is de verdeling van de bevolking 58,4 procent, de verdeling van de gebruikers 61 procent en de verdeling van de werknemers 60 procent. Voor Brussel is de verdeling van de bevolking 9,7 procent, de verdeling van de gebruikers 8,1 procent en de verdeling van de werknemers 11,8 procent.

In de drie Gewesten komt het aandeel van de werknemers grosso modo overeen met het aandeel van het Gewest bij de gebruikers en bij de bevolking. Ik denk niet dat een gebrek aan gemotiveerde kandidaten de kleine verschillen kan verklaren. In de context van lopende zaken en besparingen kan ik geen nieuwe maatregelen nemen om de groei van het stelsel te stimuleren.

De laatste trends tonen dat er stilaan een grotere vraag naar dienstencheques komt vanuit Wallonië en Brussel.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het PWA-stelsel" (nr. 1638)**

07.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): De bedoeling van het PWA-systeem is de reïntegratie van langdurig werklozen op de arbeidsmarkt, maar in werkelijkheid is het een werkloosheidsval. De doorstroming naar de reguliere arbeidsmarkt is quasi onbestaande.

Welke meerwaarde biedt het PWA-systeem ten opzichte van het dienstenchequesstelsel? Erkent de minister dat het PWA-systeem werklozen uitkeringsafhankelijk maakt? Kan de integratie van PWA's in het dienstenchequesstelsel een oplossing bieden?

07.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Het PWA-stelsel blijft belangrijk omdat er diensten mee aangeboden worden die niet met dienstencheques kunnen worden uitgevoerd, zoals werken in de tuin of schooltoezicht. Het biedt werknemers de kans op sociale integratie. Het systeem vormt een goede schakel met de centrale of subregionale diensten van de RVA.

Het dienstenchequesstelsel heeft inderdaad het voordeel dat er gewerkt wordt met echte arbeidsovereenkomsten. Het PWA-systeem blijft echter belangrijk voor diegenen die het verst van de arbeidsmarkt verwijderd zijn.

Het klopt niet dat het PWA-stelsel werklozen in hun werkloosheidstoestand zou doen nestelen. Een PWA-werknemer kan maximum 184,5 euro per maand verdienen met zijn activiteit. Dat lijkt mij geen stimulans om lang werkloos te blijven. Ook al krijgt hij daarbovenop ook een werkloosheidsuitkering, een PWA'er zal daarmee niet in de buurt komen van een comfortabel inkomen.

Het idee om de PWA's geleidelijk in het dienstenchequesstelsel te laten integreren moet zeker niet worden uitgesloten. Dan moet wel gegarandeerd worden dat er ook plaats is voor de meest kwetsbare werknemers, dat de gebruikers gelijkaardige diensten kunnen blijven genieten, dat het niet nadelig is voor de overheidsfinanciën en dat de kwetsbare doelgroep ook op gewestelijk en regionaal vlak begeleiding krijgt.

Er is al een verbod om nieuwe gebruikers in te schrijven voor huishoudelijke hulp in het PWA-systeem en sinds juli 2009 mogen die activiteiten ook niet meer uitgevoerd worden door PWA'ers jonger dan 50 jaar. Veel werknemers zitten dus al in het stelsel van de dienstencheques.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "oudere werklozen" (nr. 1641)

08.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Uit recente cijfers blijkt dat 220.000 van de 1,3 miljoen klanten van de RVA in afwachting van hun definitieve pensioen bij de RVA worden 'geparkeerd'. Het betreft bruggepensioneerden en vrijgestelde oudere werklozen. Zij kunnen nog perfect aan de arbeidsmarkt bijdragen, maar hoeven niet langer beschikbaar te zijn.

Hoe staat de minister tegenover de geleidelijke afbouw van het systeem van brugpensioen en andere stelsels van vervroegde uittreding? Acht de minister de huidige regeling inzake de beschikbaarheidseis voor de arbeidsmarkt voldoende? Hoe staat de minister tegenover een strakkere opvolging van werklozen, ongeacht de leeftijd? Moeten de nog arbeidsgeschikte 50-plussers niet op de arbeidsmarkt blijven in plaats van ze in afwachting van hun pensioen te deactiveren?

08.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Wij hebben de voorbije jaren de toegangsvoorwaarden tot het brugpensioen strenger gemaakt en ervoor gezorgd dat bruggepensioneerden worden aangemoedigd opnieuw aan het werk te gaan. De leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden alsook de persoonlijke en patronale bijdragen werden opgetrokken. De bruggepensioneerden blijven nu ook tot 58 jaar als werkzoekende ingeschreven. Bovendien bestaat sinds 2009 bij herstructurering de plicht voor alle werknemers, dus ook voor de bruggepensioneerden, om in het kader van de tewerkstellingscel een individueel outplacementplan van minstens zes maanden te volgen.

Er moeten ook enkele clichés inzake brugpensioen worden ontkracht. Het aantal jonge bruggepensioneerden tussen 50 en 54 jaar is heel laag.

De laatste jaren neemt hun aantal zelfs af, zowel in absolute cijfers als in verhouding tot het totale aantal bruggepensioneerden. Wat ook opvalt is het feit dat het aantal mannelijke bruggepensioneerden daalt. Indien het aantal bruggepensioneerden de laatste jaren is toegenomen, is dat te wijten aan het stijgende aantal vrouwen dat op brugpensioen gaat, door het optrekken van de pensioengerechtigde leeftijd voor vrouwen.

De evaluatie van het huidige brugpensioenstelsel zal zeker plaatsvinden in 2011. Daarna kunnen eventueel wijzigingen worden doorgevoerd.

Het doel van het Generatiepact is de activiteitsgraad van oudere werknemers te verhogen en die doelstelling onderschrijf ik volledig. Daarvoor moeten we echter een volwaardige regering hebben.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de aanbevelingen van het IMF" (nr. 1659)

09.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Het IMF doet in een recent rapport de algemene aanbeveling van een structureel hogere economische groei. Specifiek voor België beveelt het de beperking aan van de hoogte en duurtijd van de werkloosheidsuitkeringen en de verhoging van de effectieve pensioenleeftijd door de stopzetting van vervroegde uittreding en door activering van oudere werklozen. Ook de tewerkstellingsgraad van vrouwen, jongeren en ouderen blijft een probleem.

Hoe beoordeelt de minister dit rapport? Is de minister optimistisch over de werkloosheidsevolutie in België?

09.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Het rapport van het IMF is eerder positief over de situatie in België en de acties van de regering. Er moeten inderdaad hervormingen worden doorgevoerd. Er wordt echter ook bevestigd dat onze economische resultaten beter zijn dan het Europese gemiddelde. De werkgelegenheid is in 2010 licht toegenomen en de overheidsschuld steeg minder hard dan verwacht. Ik zie het rapport van het IMF dus als een aanmoediging.

De aanbevelingen van het IMF over het optrekken van de werkgelegenheidsgraad zijn niet nieuw. Een betere begeleiding van werklozen is een prioriteit voor de uittredende regering.

Niemand kan echt enthousiast zijn met een werkloosheidsgraad van 8,54 procent. Toch hebben we in 2010 66.000 banen gecreëerd. Volgens de jongste RVA-cijfers ligt het aantal uitkeringsgerechtigde werklozen lager dan tussen 2004 en 2007. En in die periode hadden we geen crisis. Volgens de jongste vooruitzichten van het Planbureau zet die positieve tendens voor de werkgelegenheid zich verder in 2011.

Tevens hebben we in België de kleinste toename van de werkloosheidsgraad tijdens de crisis, in vergelijking met de andere leden van de EU. Uit een studie van de Internationale Arbeidsorganisatie komt België naar voren als Europees kampioen in het creëren van jobs tijdens de crisisperiode 2009-2010. In één jaar hebben we meer dan 50.000 mensen uit het werkloosheidsstelsel getrokken, waaronder ongeveer 35.000 jongeren.

Het incident is gesloten.

09.03 Minister **Joëlle Milquet** (Nederlands): Gaat mevrouw Van Eetvelde ermee akkoord dat ik haar voor haar vragen nrs 1673, 1722, 1818 en 1861 de schriftelijke antwoorden overhandig?

09.04 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): In orde.

10 **Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de werkloosheidsuitkeringen voor grensarbeiders" (nr. 1663)**

10.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Op 1 mei 2010 werd een nieuwe Europese verordening over de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels van kracht. Door deze nieuwe regeling is het echter niet duidelijk of het Miethe-arrest nog steeds van kracht is, waardoor een in België wonende grensarbeider die werkt in Nederland, een werkloosheidsuitkering in het werkland ontving. Volgens Nederland heeft een in het buitenland wonende Nederlander geen recht meer op een Nederlandse uitkering, maar volgens de Europese Commissie is het Miethe-arrest nog wel relevant en moeten de nationale autoriteiten elk geval apart beoordelen.

Welk standpunt neemt België in? Wordt hierover al overlegd met Nederland? Krijgen grensarbeiders die in Nederland geen uitkering krijgen, automatisch een uitkering in België? Wat zijn daarvan de meerkosten voor de Belgische sociale zekerheid? Als het Europees Hof van Justitie oordeelt dat Nederland wel uitkeringen moet betalen aan in België wonende grensarbeiders, kunnen wij de door ons betaalde uitkeringen dan terugvorderen van Nederland? Hoe gaan onze andere buurlanden met deze problematiek om?

10.02 Minister **Joëlle Milquet** (Nederlands): De RVA past het Miethe-arrest niet langer toe. Werkloze grensarbeiders die in België wonen, moeten hier hun rechten laten gelden. Ons standpunt komt voort uit de mogelijkheid in de nieuwe verordening dat de werkloze zich in beide landen beschikbaar moet stellen en werk moet zoeken. Wij overleggen hierover met Nederland, maar onze standpunten zijn dezelfde.

Het gaat over een beperkt aantal mensen, slechts een tiental. De budgettaire impact is verwaarloosbaar. De retroactieve toekenning van Nederlandse uitkeringen kan inderdaad leiden tot terugvorderingen van de Belgische uitkeringen.

De andere buurlanden pasten het Miethe-arrest in het verleden slechts zelden toe. Zij hanteren ook de woonland-regel.

10.03 **Veerle Wouters** (N-VA): België en Nederland wijken dus af van de uitspraak van de Europese Commissie? Daaruit blijkt maar weer eens dat elke wetgeving kan worden geïnterpreteerd.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke**

Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de sectoren die de bijdrage bedoeld in artikel 30 van de Generatiepactwet verschuldigd zijn wegens onvoldoende vormingsinspanningen" (nr. 1803)

11.01 Meryame Kitir (sp.a): Het Generatiepact van 2005 bepaalt dat de sectoren een cao moeten sluiten als de opleidingsinspanning voor de gehele economie lager ligt dan 1,9 procent van de loonmassa. In die cao moet bepaald worden dat er meer vorming zal worden aangeboden.

Als dat niet gebeurt, moet een werkgever uit die sector een sociale bijdrage van 0,05 procent betalen aan het Fonds voor Betaald Educatief Verlof. Volgens een KB moet deze bijdrage geïnd worden vanaf 2011. De NAR en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) moeten eerst een advies uitbrengen over de lijst van sectoren die deze bijdrage verschuldigd zijn.

Welke sectoren zullen in 2011 een bijdrage verschuldigd zijn en voor welk bedrag? Wat is de stand van zaken van het desbetreffende ministerieel besluit?

11.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): De directeur-generaal van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD WASO heeft op 12 juni 2010 de lijsten van sectoren die onvoldoende opleidingsinspanningen realiseren, voor advies overgemaakt aan de NAR en de CRB. Deze lijsten hebben betrekking op de vormingsinspanningen gerealiseerd in 2008 en 2009. Er zijn lijsten van sectoren die een cao hebben opgesteld volgens de voorschriften van het KB en lijsten van sectoren waarvan de conformiteit van de cao voor interpretatie vatbaar is. De NAR en de CRB bespreken ze nu ter voorbereiding van hun advies.

Eerst moeten de sociale partners echter nog akkoord gaan met de 1,9 procentnorm. Als de sociale partners op basis van het verslag van de CRB oordelen dat die norm gehaald is, dan moeten er geen bijdragen betaald worden.

Op 29 december 2010 hebben de NAR en de CRB laten weten dat zij deze kwestie nog steeds bespreken in het kader van het IPA. Ondertussen worden alle gegevens verzameld om zo snel mogelijk tot een advies te komen. De sociale partners hebben laten weten dat zij volgende week een beslissing bekend zullen maken.

11.03 Meryame Kitir (sp.a): De lijst moet ten laatste tegen 15 januari 2011 bekend gemaakt worden. Wordt de inning in gevaar gebracht als de wettelijke termijnen niet nageleefd worden?

11.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik zal er alles aan doen om het KB te volgen. Misschien kunnen we overmacht invoeren. We zullen wel een oplossing vinden. De vertraging was niet te wijten aan de minister. Er kon pas een akkoord gesloten worden als de onderhandelingen over het IPA waren afgerond.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de discussies die aan de gang zijn inzake modernisering van het arbeidsrecht" (nr. 1804)

12.01 Meryame Kitir (sp.a): Volgens een persnota van de minister uit december 2010 zijn er verschillende discussies aan de gang om het arbeidsrecht te moderniseren. Op welke fora gebeurt dit en om welke thema's gaat het?

12.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Tijdens de persconferentie in kwestie heb ik de verschillende uitdagingen op vlak van de werkgelegenheid en het werkgelegenheidsbeleid op een rijtje gezet in het licht van de doelstellingen van de EU 2020-strategie. Er is onder meer bijzondere aandacht nodig voor het arbeidsrecht. Sommige bepalingen moeten worden aangepast en gemoderniseerd. Het gaat om de harmonisatie van het arbeiders- en bediendenstatuut en de gevolgen hiervan, zowel op het niveau van het individuele arbeidsrecht als van de collectieve betrekkingen.

Uitzendarbeid wordt sinds enkele maanden besproken in de Nationale Arbeidsraad (NAR). Ik hoop dat dit heel snel vooruit zal gaan. Studentenarbeid ligt zowel binnen de NAR als binnen het beheerscomité van de RSZ ter discussie. We hadden een goed voorstel, maar door de val van de regering konden we geen

voortgang boeken. Tijdens een conferentie in het kader van de werkzaamheden van het Belgische voorzitterschap werd het beheren en anticiperen van herstructurerings grondig geanalyseerd.

Flexicurity en de harmonisatie van verlopen zouden we in de commissie kunnen bespreken.

12.03 Meryame Kitir (sp.a): Sommige van die onderwerpen, zoals studentenarbeid, waren inderdaad in volle bespreking voor de val van de regering. De commissiebesprekingen over uitzendarbeid zijn deels afgebroken door de brief of telefoon van Federgon, maar ik dring erop aan dat het Parlement zijn voorbereidende werk afwerkt, in de hoop dat er straks een regering komt.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Hans Bonte aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "het gebruik van het win-winaanwervingsplan" (nr. 2190)

13.01 Hans Bonte (sp.a): Dit was oorspronkelijk een schriftelijke vraag die omgezet werd in een mondelinge vraag omdat ze niet beantwoord werd.

Wat is de stand van zaken van het win-winaanwervingsplan? Is het niet te weinig selectief tegenover de groep werkzoekenden die het meeste steun nodig heeft? Heeft het niet geleid tot budgettaire problemen? Hoeveel activakaarten werden er uitgereikt aan laaggeschoolden, middengeschoolden en vijftigplussers?

13.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Op 1 januari 2011 werden er 98.574 activakaarten overhandigd aan jongeren onder de 26 jaar zonder diploma secundair onderwijs. Er werden 39.415 kaarten overhandigd aan jongeren met enkel een diploma secundair onderwijs. Er werden 74.797 kaarten overhandigd aan – 50 jarigen die meer dan een en minder dan twee jaar werkloos zijn. Er werden 130.564 kaarten overhandigd aan werklozen ouder dan 50 jaar. In totaal werden er 343.350 kaarten overhandigd. In sommige gevallen werden meerdere kaarten aan dezelfde persoon toegekend bij het vervallen van de geldigheidsduur of bij een wijziging van de situatie van de houder.

Op 18 januari 2011 werden er reeds 54.952 werknemers aangeworven met een win-wincontract, waarvan 11.233 –26-jarigen zonder diploma, 22.856 –26-jarigen met diploma, 14.016 –50-jarigen die meer dan één en minder dan twee jaar werkloos zijn en 6.847 +50-jarigen.

Volgens een zeer recent rapport van de Internationale Arbeidsorganisatie is ons land Europees kampioen in het creëren van jobs. Voor 2011 verwachten wij gemiddeld 33.000 geactiveerde werklozen per maand.

Binnen de RVA-begroting zit het budget voor het win-winplan vervat in de activa. Dat budget bedroeg in 2010 253 miljoen euro. Voor de begroting 2011 werd dit geschat op 374 miljoen euro. Dit bedrag houdt echter geen rekening met de terugverdieneffecten. Dat is moeilijk te berekenen, maar mijn administratie gaat uit van een kostprijs die ongeveer neutraal is.

13.03 Hans Bonte (sp.a): Als ik het massale succes hiervan zie, vraag ik me af of het budget wel klopt.

13.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Binnen het activastelsel hebben we wel tal van transfers opgemerkt.

13.05 Hans Bonte (sp.a): Volgens mij klopt er toch iets niet. Ik vraag mij af hoe de RSZ het budget moet opmaken.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de kwaliteitsnormen in de dienstenchequeswetgeving" (nr. 1692)

14.01 Karolien Grosemans (N-VA): In tegenstelling tot vele andere wetgevingen is de

dienstenchequeswetgeving niet gebonden aan kwaliteitsnormen, terwijl elk dienstenchequesbedrijf wel eenzelfde financiering ontvangt. Zo zou slechts 20 procent van de werknemers een contract van onbepaalde duur krijgen en is er sprake van grote onderlinge verschillen in de zorg voor en de vorming van de medewerkers.

Welke maatregelen kan de minister treffen opdat dienstenchequesbedrijven meer tijd en middelen zouden investeren in de opleiding van hun personeel?

14.02 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): Ik ben me zeer goed bewust van de grote verschillen tussen de verschillende categorieën van dienstenchequesondernemingen. Overigens geldt dit helaas voor alle economische sectoren. Ik moet er samen met de inspectiediensten op toezien dat de wettelijke minimumbepalingen overal worden nageleefd.

De arbeidsovereenkomst inzake dienstencheques is een gewone overeenkomst die alle wettelijke garanties biedt voor de bescherming van de werknemer. Sinds september 2009 geldt de verplichting om contracten van onbepaalde duur te sluiten zodra de werknemer vier maanden in dienst is bij dezelfde werkgever.

In 2007 bedroeg dat percentage 9,1 procent en in 2008 16 procent. Het aantal contracten van onbepaalde duur stijgt dus en dat geldt ook voor het gemiddelde dagloon.

In 2007 werd een Opleidingsfonds Dienstencheques opgericht om het opleidingsniveau van dienstenchequeswerknemers te verhogen. In 2008 beschikte dat fonds over een budget van 7 miljoen euro en kregen 18.000 werknemers een opleiding. In 2009 is het toepassingsgebied van het fonds uitgebreid en werd tevens een apart budget uitgetrokken voor startende ondernemingen.

Het is zeker mogelijk om de focus van werkgevers meer te richten op de kwaliteit van de arbeidsomstandigheden, bijvoorbeeld door de invoering van een kwaliteitscharter. Net voor de val van de regering had ik een voorstel in die zin besproken met de betrokken partijen. Er moeten nu vooral nieuwe initiatieven worden genomen.

Het incident is gesloten.

15 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Karolien Grosemans** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "fraude bij dienstencheques" (nr. 2024)
- mevrouw **Miranda Van Eetvelde** aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de controle op dienstenchequesondernemingen" (nr. 2092)

15.01 **Karolien Grosemans** (N-VA): Volgens staatssecretaris Devlies zijn er 70 dienstenchequesbedrijven betrappt op fraude. Volgens minister Milquet ging het echter maar om 7 frauduleuze bedrijven. Welk cijfer is nu eigenlijk correct?

Is de minister voorstander van een tijdelijke erkenningstop voor dienstenchequesbedrijven?

15.02 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): De minister pleit voor strengere controles in combinatie met een grotere nadruk op het preventieve aspect.

Welke kwaliteitscriteria worden bij de erkenning van de dienstenchequesbedrijven gehanteerd? Kunnen ondernemingen waarvan de erkenning is ingetrokken, een nieuwe erkenning krijgen? Hoe ziet de minister dat preventieve aspect? Hoeveel van de ondernemingen waarvan de erkenning is ingetrokken, waren privé-ondernemingen?

15.03 Minister **Joëlle Milquet** (*Nederlands*): De erkenning van 70 dienstenchequesondernemingen werd ingetrokken, maar slechts 7 daarvan begingen inbreuken tegen de dienstenchequesreglementering. Dat is wat ik onder fraude versta. Hun erkenning werd onmiddellijk ingetrokken. Daarnaast verloren 53

ondernemingen hun erkenning wegens schulden aan de RSZ en 10 wegens schulden aan de RVA.

Ik ben niet voor een erkenningsstop: 7 frauduleuze ondernemingen op 2.600 is daarvoor niet voldoende. Bij het onderzoek van de erkenningsaanvraag wordt rekening gehouden met de kwaliteitscriteria die zijn bepaald in de wet van 20 juli 2001. Een onderneming die haar erkenning verliest wegens fraude, kan drie jaar geen nieuwe erkenning aanvragen.

De controles zijn strenger en vollediger geworden omdat ze sinds 2010 door alle sociale inspectiediensten samen worden georganiseerd en niet enkel door de controleur van de RVA. Dankzij de databanken beschikken zij ook over meer informatie en kunnen zij snel ondernemingen opsporen waar de uitbetalingen stijgen, maar het aantal werknemers stabiel blijft.

Het preventieve aspect bestaat uit 4 systematische controles.

De 7 ondernemingen waarvan de erkenning werd ingetrokken wegens fraude, zijn alle privé-ondernemingen, net als de 63 ondernemingen die hun erkenning verloren wegens schulden aan de RVA of RSZ, op één vzw na die werd opgericht door een OCMW. Ik weet niet of een privé-persoon een erkenning kan krijgen. Misschien is er een juridische persoonlijkheid nodig.

Ik ben voor het verstrengen van de voorwaarden. Ik heb ter zake een aantal voorstellen klaarliggen, maar daar kan ik momenteel niet veel mee doen.

15.04 Karolien Grosemans (N-VA): Dat deze fraude niet vaak meer voorkomt, komt dus door de preventiemaatregelen van de minister en niet zozeer door het actieplan voor fraudebestrijding van staatssecretaris Devlies?

15.05 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Dat klopt.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de instroom van nieuwe EU-burgers richting bepaalde steden" (nr. 2100)

16.01 Karin Temmerman (sp.a): Bepaalde steden, zoals Gent, gaan echt gebukt onder de toevloed van migrantenstromen. De draagkracht van de lokale gemeenschap komt op vele vlakken sterk onder druk. Betrokkenen komen, zowel op de arbeidsmarkt als op de woonmarkt, heel vaak in malafide netwerken terecht.

Zijn er controles op schijnvennootschappen? Zullen die controles worden uitgebreid? Indien er maatregelen worden getroffen, gebeurt dat dan in overleg met de lokale overheden? Zijn er gesprekken met lokale overheden rondom de specifieke problematiek van uitbuiting en schijnvennootschappen?

16.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Staatssecretaris Wathélet heeft hierover in de commissie Binnenlandse Zaken al een hele reeks vragen beantwoord, waaronder de elementen betreffende het vreemdelingenrecht.

Op basis van artikel 42bis kan men een einde maken aan het verblijfsrecht van een EU-burger indien hij een onredelijke belasting vormt voor het sociaal bijstandstelsel. De moeilijkheid voor de Dienst Vreemdelingenzaken daarbij is om over die last te kunnen oordelen. De toegang tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid zou moeten worden uitgebreid. Het ontwerp bestaat, maar wij wachten nog op een advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Wanneer de gemeenten twijfelen aan de authenticiteit van documenten, zoals de verklaring van een werkgever, moet de DVZ binnen de vijf maanden antwoorden.

De definitie van economische uitbuiting in het strafrecht slaat niet op het probleem van een schijnvennootschap en daarmee de aflevering van een vals tewerkstellingsattest.

De inspectiedienst Toezicht op de Sociale Wetten heeft in 2004 een intern netwerk van sociale inspecteurs opgericht dat het fenomeen van illegale tewerkstelling en detachering van werknemers van buitenlandse bedrijven naar België controleert.

In de strijd tegen de mensenhandel – en economische uitbuiting is daar een vorm van – werkt deze inspectiedienst actief mee aan een multidisciplinaire aanpak met Justitie, de politiediensten en de DVZ. Er is ook regelmatig overleg per gerechtelijk arrondissement tussen de politie-inspectie, de arbeidsauditeur en de procureur des Konings. De verantwoordelijken van de stad Gent zouden dus contact kunnen opnemen met de Gentse procureur des Konings die bevoegd is voor mensenhandel, zodat dit probleem in dit overleg tussen de diensten kan worden besproken.

Mijn inspectiedienst heeft ook samenwerkingsakkoorden gesloten met de inspectiediensten van diverse andere Europese lidstaten om de noodzakelijke informatie-uitwisseling te vergemakkelijken. De FOD Werk sluit ook partnerschapsovereenkomsten met diverse sectoren. Onlangs kwam er een vraag van ORCA en CIRE om een dergelijke partnerschapsovereenkomst te sluiten met de Arbeidsinspectie en de DVZ over de rechten van werknemers met een precair verblijfsstatuut.

De FOD Werk meldt dat de lokale directie van de inspectie ook geregeld contacten heeft met bijvoorbeeld lokale OCMW-diensten.

16.03 Karin Temmerman (sp.a): Het antwoord stelt mij enigszins teleur, want ik kreeg het ook al van de staatssecretaris.

Alle grote steden – niet alleen Gent – worden met dit probleem geconfronteerd. De samenwerking tussen de verschillende diensten loopt echt mank. Ons stadsbestuur probeert al jaren om contact te leggen met alle betrokken diensten. Met Justitie bijvoorbeeld is er een heel goed contact, maar het probleem is net dat alle betrokken diensten met elkaar moeten samenwerken.

Men moet op alle niveaus – ik werp niet de steen naar één niveau – een programma uitwerken om dit aan te pakken. De toestand van lopende zaken kan geen argument zijn om dit te laten duren. Ik viseer de mensen die massa's geld verdienen op de kap van de sukkelaars die hier proberen een nieuw bestaan op te bouwen.

16.04 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik ga volledig akkoord met mevrouw Temmerman. We kunnen bijvoorbeeld een specifieke cel met mensen uit de verschillende diensten oprichten om tot een meer pragmatische samenwerking te komen. De complexe machts- en bevoegdheidsverdeling maakt het moeilijk om iets doeltreffend te organiseren. Ik zal nog een gesprek voeren met de heer Wathélet. Tijdens de lopende zaken kunnen we misschien iets praktisch organiseren op lokaal vlak. In Brussel bestaat trouwens hetzelfde probleem.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.37 uur.